

**Salaires Fonction publique :
face au mépris du Gouvernement, l'urgence est à la mobilisation !**

Le ministre de la Fonction publique a reçu ce 21 décembre les fédérations de fonctionnaires. Les propositions de Renaud Dutreil sont a minima (1%) et programment une nouvelle baisse du pouvoir d'achat.

L'Union syndicale Solidaires Fonction publique dénonce le caractère inacceptable et méprisant de ces propositions. La perte de pouvoir d'achat subie ces dernières années est entérinée et va s'accroître.

Entre le 1er janvier 2000 et le 31 décembre 2004, c'est une perte de pouvoir d'achat de 5% qui est déjà constatée. Les débuts de carrière des différentes catégories subissent de plus en plus un tassement vers le bas. De nouveaux prélèvements vont avoir lieu en janvier 2005 pour les actifs et pour les retraités : ils ne seront pas compensés.

Les fonctionnaires supportent depuis des années des "réformes" de structures, prétextes à des suppressions d'emplois massives. Cela s'est accompagné d'importants changements dans les missions. Les plans gouvernementaux sont clairs : moins de service public, moins de fonctionnaires et des projets inquiétants de refonte de toute la Fonction publique.

Dans ce climat, les fonctionnaires sont en droit d'exiger :

- le rattrapage immédiat des pertes de pouvoir d'achat,
- la compensation des nouveaux prélèvements,
- une reconnaissance financière des qualifications acquises,
- des mesures immédiates pour les bas salaires et les pensionnés.

Ces revendications de justice sociale sont un minimum et n'occultent pas d'autres revendications sur les carrières, l'emploi, les missions et la sauvegarde des services publics.

Le gouvernement prouve ainsi que derrière le discours sur la modernisation de la Fonction publique se cache un mépris pour les personnels de toutes les Fonctions publiques. Comment d'ailleurs faire confiance à un ministre qui, devant un public acquis à sa cause, s'est permis des insultes graves sur les fonctionnaires et sur les retraités de la Fonction publique. Face à la politique du gouvernement, les fonctionnaires sont en droit d'exiger leur dû.

Seule la construction d'un mouvement unitaire de tous les secteurs de la Fonction Publique peut créer le rapport de force nécessaire pour faire céder le ministre.

D'ores et déjà des secteurs comme la Santé, l'Éducation nationale ou les Finances préparent des mobilisations pour le mois de Janvier.

Au delà de ces secteurs, Solidaires s'adresse à toutes les fédérations de fonctionnaires pour construire ensemble et rapidement un appel ferme à l'action, seule façon de contraindre le Gouvernement à lâcher ce qu'il nous doit.

Le 21 décembre 2004